

l'aut'courriel, n° 195, 22 juillet 2006



Le vrai visage de Stephen Harper un essai-choc de Pierre Dubuc

Par Louis Cornellier

Article paru dans Le Devoir du 8 juillet 2006

<http://www.lautjournal.info/autcourriel.asp?no=275>

Quel est, pour reprendre le titre de l'essai-choc que vient de faire paraître Pierre Dubuc, le vrai visage de Stephen Harper ? Est-ce celui du politicien favorable au Québec qui commence ses discours en français, prétend vouloir régler le déséquilibre fiscal et affirme pratiquer un fédéralisme d'ouverture ou celui de l'idéologue d'une droite dure d'inspiration états-unienne qui ne chante la pomme aux Québécois que pour mieux les embobiner ?



Pour Dubuc, en tout cas, la cause est entendue: ceux qui croient que Stephen Harper est un ami du Québec se trompent lourdement. Directeur de l'aut'journal, mensuel de la gauche nationaliste québécoise, et secrétaire du club politique Syndicalistes et progressistes pour un Québec libre, l'essayiste est catégorique: le parcours et les idées du premier ministre actuel du Canada entrent en collision frontale avec les intérêts du Québec.

Se souvient-on, par exemple, que Harper, en 1996, à titre de député réformiste, a déposé à la Chambre des communes un projet de loi qui allait inspirer la fameuse Loi sur la clarté de Stéphane Dion ? Qu'il a prononcé, à la même époque et au même endroit, un discours niant la théorie des deux peuples fondateurs ? Qu'il a répété à plusieurs reprises, avant de devenir chef du Parti conservateur, que le français n'était pas menacé au Québec et que, s'il laissait l'Assemblée nationale légiférer dans le domaine linguistique, ce serait toujours, bien sûr, en lui imposant la chape de plomb de la Charte des droits ?

Se souvient-on que Harper, alors qu'il dirigeait, à la fin des années 90, la National Citizen's Coalition, un groupe de pression néolibéral, « a recueilli des fonds pour soutenir la cause des parents francophones du Québec qui voulaient pouvoir envoyer leurs enfants à l'école anglaise » et qu'il a appuyé la croisade de l'avocat Brent Tyler contre l'affichage à prédominance française ?

Peut-on croire aux sympathies pro-québécoises de Harper quand on sait qu'il a quitté le Parti progressiste-conservateur de Brian Mulroney pour participer à la fondation du Reform Party de Preston Manning en réaction à deux événements, c'est-à-dire l'octroi du contrat d'entretien des CF-18 à la compagnie québécoise Canadair plutôt qu'à l'entreprise Bristol de Winnipeg ainsi que le fameux accord du Lac-Meech ?

Harper, en effet, s'opposait au concept de « société distincte » appliqué au Québec dans ce dernier document, de même qu'au statut spécial accordé au Québec par l'accord de Charlottetown parce qu'il dérogeait au principe de l'égalité des provinces. Un ami du Québec, cet homme qui accordait du crédit aux thèses du boutefeu Peter Brimelow, auteur d'un essai intitulé *The Patriot Game*, dans lequel il affirme que la culture politique interventionniste québécoise nuit au rapprochement entre Américains et Canadiens et que la partition du Québec, en cas d'indépendance, serait souhaitable ?

Le Canada rêvé de Stephen Harper, selon Dubuc, est un Canada états-unien qui foule aux pieds la culture sociopolitique du Québec. C'est, on le constate de plus en plus, un Canada militariste qui fait fi de « l'opposition traditionnelle du Québec aux guerres qu'il juge

impérialistes ». Harper, par exemple, voulait que le Canada soit en Irak aux côtés des États-Unis et de la Grande-Bretagne. Le fait que 70 % de la population québécoise soit contre la guerre en Afghanistan ne lui fait pas un pli.

La pertinence de cette intervention continue, bien sûr, de susciter les débats, même à gauche. Pour un Dubuc qui la rejette en affirmant qu'elle ne contribue en rien à protéger le Canada du terrorisme, qu'elle a nui à la lutte contre les barons de la drogue et qu'elle ne saurait libérer les femmes et les enfants afghans puisqu'elle s'appuie sur ceux qui les oppriment, on trouve un Gil Courtemanche dont l'argumentation favorable à l'intervention est assez solide.

N'empêche. force est de constater que, dans ce dossier comme dans les autres, l'opinion majoritaire québécoise ne pèse pas lourd aux yeux de Stephen Harper.

Fondamentalisme religieux

Évangéliste presbytérien, le premier ministre du Canada « n'est pas lui-même un fondamentaliste religieux », écrit Pierre Dubuc, mais il subit néanmoins l'influence de ce courant de pensée. Plusieurs de ses mentors « accordaient beaucoup d'importance à la religion » et deux de ses ministres les plus importants, Stockwell Day et Vic Toews, professent un conservatisme inspiré par le fondamentalisme religieux issu du sud des États-Unis.

Dans un intéressant chapitre où il résume le credo de cette mouvance - idéologie pro-vie, croisade antidarwiniste, élucubrations au sujet de l'Antéchrist, culte de la responsabilité individuelle dans l'entreprise de rédemption -, Dubuc montre aussi l'influence de cette droite religieuse au Canada, particulièrement dans l'ouest du pays et dans les rangs des militants conservateurs. Inutile de préciser que, là encore, la culture sociopolitique du Québec ne trouve pas son compte.

Que dire, enfin, du parti pris de Harper en faveur des intérêts pétroliers, sinon qu'il rejoint et sert bien celui du tandem Bush-Cheney, prêt à tout, même à chauffer le pôle planétaire jusqu'à l'insoutenable, pour satisfaire les barons nord-américains de l'or noir?

Pour permettre l'exploitation des sables bitumineux de l'Athabaska en Alberta, un désastre écologique appréhendé, Harper, on le sait, a renié le protocole de Kyoto. Le Québec, pendant ce temps, reçoit « un droit d'intervention limité [à l'UNESCO] qui peut lui être retiré quand ça ne fait plus l'affaire du Canada ».

Comment expliquer, alors, la relative popularité d'un semblable adversaire du Québec au Québec même? Serions-nous trop sensibles au dernier chanteur de pomme venu, comme le suggérait Michel David il y a quelques mois ? Avec *Le Vrai Visage de Stephen Harper*, Pierre Dubuc fait le pari qu'en découvrant l'obsédé militaire, le compagnon de route des fondamentalistes religieux, l'homme de main des pétrolières, l'ami des possédants et le penseur anti-Québec derrière la nouvelle façade de respectabilité du chef conservateur, les Québécois reviendront à la raison et au combat. On se le souhaite.

Pierre Dubuc,
Le Vrai Visage de Stephen Harper,
Éditions Trois-Pistoles, 2006, 180 pages.



Pour en savoir plus, lire la série de 6 articles de Pierre Dubuc,

Qui est Stephen Harper ?

Par Pierre Dubuc,
Rédacteur en chef, l'Aut Journal

- 1) [“Qui est Stephen Harper ?”](#) l'Aut Journal, 29 mars 2006.
- 2) [“Stephen Harper, l'homme de droite”](#). [29 mars 2006]. l'Aut Journal.
- 3) [“Stephen Harper et la question du Québec”](#). [2 avril 2006].
- 4) [“Stephen Harper et la question linguistique”](#). [6 avril 2006].
- 5) [“Stephen Harper, père de la Loi sur la Clarté”](#). [6 avril 2006].
- 6) [“Le Canada de Stephen Harper”](#). [6 avril 2006].

1) “Qui est Stephen Harper ?”

l'Aut Journal, [29 mars 2006]. [Premier article](#) d'une série de six articles, intitulée « Qui est Stephen Harper ? »

par Pierre Dubuc,
Rédacteur en chef, l'aut Journal

[Retour à la table des matières](#)

À la surprise générale, son parti a remporté dix sièges au Québec et sa cote de popularité est à la hausse. Hier partisan de la ligne dure à l'égard du Québec, il se fait aujourd'hui l'avocat d'un « *fédéralisme d'ouverture* » et promet au Québec une représentation à l'UNESCO et le règlement du « *déficit fiscal* ». Mais qui est Stephen Harper, quelle est son idéologie, sa conception du fédéralisme canadien, sa position sur la question nationale québécoise ?

Nous vous proposons une série de six articles sur le sujet. Les faits biographiques sont tirés de l'excellente biographie que lui a consacré William Johnson, publié sous le titre *Stephen Harper And the Future of Canada* (McClelland & Stewart), mais l'interprétation est la nôtre.

Stephen Harper, le militariste

Que Stephen Harper ait effectué son premier voyage à l'étranger auprès des troupes canadiennes en Afghanistan nous en dit long sur le personnage et sur ce qu'il veut faire du Canada. Son père, Joseph Harper - que Stephen présente comme l'homme ayant eu le plus d'influence sur lui - était un passionné de l'histoire militaire du Canada et a même écrit deux monographies sur les emblèmes militaires canadiens. Joseph Harper était comptable pour l'Imperial Oil à Toronto, mais a également été consultant pour le ministère de la Défense nationale.

Stephen Harper était pour la participation du Canada aux côtés des États-Unis et de la Grande-Bretagne lors de l'invasion de l'Irak. William Johnson rapporte qu'il est intervenu à 37 reprises à la Chambre des communes sur la question – soit plus que sur tout autre sujet – entre octobre 2002 et mai 2003. Harper considère la question de la guerre et de la paix comme étant « d'une importance transcendante » et il voit la guerre comme un « *devoir tragique* ».

Dans un important discours à la Chambre des Communes, il déclarait que, sur la question de l'Irak, son parti « *n'était pas du côté du gouvernement, car le gouvernement Chrétien, étant donné la position qu'il avait prise, avait trahi l'histoire du Canada et ses valeurs* ».

Harper enchaînait : « *Établissant sa politique sur la foi des sondages et encourageant un anti-américanisme juvénile, ce gouvernement nous a, pour la première fois dans notre histoire, tenu à l'écart de nos alliés britanniques et américains au moment où ils avaient besoin de nous. Il a même fait pire. Il nous a laissé sans alternative réaliste, sans position de principe et sans vision de l'avenir.* »

En acceptant que les troupes canadiennes prennent position à Kandahar, sous commandement américain dans le cadre de l'Opération Enduring Freedom, Harper corrigeait le tir. Il fait en sorte que le Canada réintègre la coalition anglo-saxonne et il nous laisse entrevoir sa « *vision de l'avenir* » pour le Canada.

En refusant la tenue d'un débat sur la question au Parlement, le premier ministre Harper a déclaré qu'il ne se laisserait pas influencé par les sondages d'opinion et que le Canada était en Afghanistan pour dix, voire vingt ans.

La presse canadienne anglaise a salué en claquant les talons la visite du premier ministre en Afghanistan et ses commentateurs politiques en ont fait ressortir les ressorts politiques à long terme. Harper a compris que le système de santé public qui a servi de porte-étendard de l'identité canadienne au cours des dernières décennies est en train de crouler sous les assauts du privé et de la récente décision de la Cour suprême avec l'arrêt Chaoulli. Sa volonté de décentraliser vers les provinces un certain nombre de pouvoirs exercés jusqu'ici par le

gouvernement central va accentuer les forces centrifuges qui menacent l'unité du Canada.

Harper va donc proposer aux Canadiens de redéfinir l'identité canadienne autour des pouvoirs spécifiques du gouvernement central, principalement la politique étrangère, la défense et l'armée. Le Canada va réintégrer sa place historique dans la coalition impérialiste anglo-saxonne, à la seule différence qu'il se placera désormais sous les ordres de Washington plutôt que de Londres.

Historiquement, cette position a conduit à la crise de la guerre des Boers et aux deux crises de la conscription lors deux grandes guerres mondiales, le Québec pacifiste refusant de prendre part aux guerres qu'il jugeait impérialistes. Qu'en sera-t-il cette fois-ci ?

Demain : Stephen Harper, l'homme de droite

2) “Stephen Harper, l'homme de droite”.

[29 mars 2006]. l'Aut Journal. [Deuxième article](#) d'une série de six articles, intitulée « Qui est Stephen Harper ? »

par Pierre Dubuc,
Rédacteur en chef, l'aut Journal

[Retour à la table des matières](#)

Stephen Harper est né à Toronto. Élève studieux, brillant, il entreprend des études à l'Université de Toronto, mais abandonne après quelques mois, faute de perspectives claires. Il déménage à Edmonton où il se retrouve à l'emploi de l'Imperial Oil, tout comme son père qui est comptable pour la pétrolière à Toronto. Après deux ans, il déménage à Calgary où on lui offre de devenir responsable du système d'ordinateurs de l'entreprise.

Dans sa biographie *Stephen Harper And the Future of Canada* (McClelland & Stewart) dont nous tirons les informations biographiques de cet article, William Johnson nous apprend que Stephen Harper est rapidement marqué par la géopolitique du pétrole. Partisan de Pierre Elliot Trudeau dans son opposition au Parti Québécois, il rompt avec le premier ministre lorsque celui-ci met en place en 1980 sa Nouvelle politique économique.

La NEP vise à taxer les produits pétroliers de l'Alberta pour établir le prix du pétrole canadien en bas du prix mondial. Une politique taillée sur mesure pour l'industrie ontarienne et québécoise. C'est l'époque où les Albertains apposent sur les pare-chocs de leurs voitures des auto-collants avec le message suivant : « *Let the Eastern Bastards*

Freeze in the Dark ».

Harper adhère au Parti conservateur dirigé par Brian Mulroney. Il sera l'assistant à Ottawa du député conservateur de Calgary, Jim Hawkes. Mais il revient vite dans l'Ouest déchanté de son expérience. Il appuie les conservateurs pour leur politique de libre-échange avec les États-Unis, mais est mécontent de la mollesse conservatrice sur les questions sociales et économiques. Entre autres, il trouve beaucoup trop timide la réforme de l'assurance-chômage.

Stephen Harper revient à Calgary où il s'inscrit pour une maîtrise en économie à l'Université de Calgary. Ses professeurs racontent au biographe William Johnson se rappeler de Stephen Harper comme de l'étudiant qui lisait les œuvres de Ricardo, Adam Smith et autres classiques, alors que la plupart se contentent de résumés.

L'étudiant Harper devient rapidement un adepte de l'économiste Friedrich Hayek, le gourou du néolibéralisme. L'interventionnisme étatique de Trudeau qui a mené à l'inflation, puis à la stagflation, confirme à ses yeux les thèses de Hayek dont la principale : il faut moins d'État.

Les gouvernements de Margaret Thatcher et Ronald Reagan enthousiasment Harper. « *Pourquoi Mulroney n'a-t-il pas suivi leur voie ?* », se demande-t-il.

En 1986, le gouvernement Mulroney confie le contrat de 1,2 milliard \$ pour l'entretien de la flotte de 138 avions CF-18 à l'usine de Canadair plutôt qu'à celle de Bristol Aerospace de Winnipeg. La décision soulève un tollé dans l'Ouest. Elle va changer le cours de l'histoire. Le mouvement de rupture avec le Parti conservateur va donner naissance au Reform Party.

Harper cherche d'abord à créer au sein même du Parti conservateur un réseau de « *Blue Tory* », par opposition au réseau de « *Red Tory* ». Il veut imposer un changement de direction à la politique canadienne sur le modèle de ce qui est survenu en Grande-Bretagne, aux États-Unis et en Nouvelle-Zélande.

Mais une rencontre va changer sa vie. Le directeur du département d'économie de l'Université de Calgary, Robert Mansell, le met en contact avec Preston Manning, qui est consultant pour l'industrie pétrolière, mais dont le père Ernest Manning a été premier ministre créditiste de l'Alberta de 1943 à 1968.

Mansell intéresse Harper et Manning à ses travaux d'économie. Il questionne l'ampleur de la dette du gouvernement fédéral. Il soutient également que le fédéral extrait des milliards \$ de l'Alberta pour les redistribuer aux sept provinces les plus pauvres, dont la moitié au Québec.

Un groupe de réflexion se forme, le Reform Association of Canada, auxquels participent des gens de l'industrie pétrolière. Rapidement, Manning et Harper en viennent à la conclusion qu'il faut créer un tiers parti. Mais tout au long de leur longue collaboration, Manning et Harper vont diverger d'opinions sur l'orientation de ce parti. Manning veut un parti populiste, dans la tradition créditiste de son père, un parti qui accueillera aussi bien les libéraux, les néo-démocrates que les conservateurs. Harper veut plutôt un parti carrément de droite.

Manning croit que l'opposition principale au Canada est entre le centre du pays et les régions éloignées, l'hinterland. Harper croit que la fracture fondamentale est entre les secteurs privé et public. Selon lui, l'État-providence a créé une nouvelle classe sociale, la « *classe politique* ». Cette classe en vient à réclamer plus de ressources que le secteur privé peut en fournir. Le réalignement politique va donc se faire dans les pays développés entre les payeurs de taxes du secteur privé (la droite) et ceux qui bénéficient, sous une forme ou l'autre, des impôts de l'État-providence (la gauche).

La gauche veut des prêts pour les étudiants, des subventions pour les garderies, de meilleures pensions pour les retraités, des subsides pour les agriculteurs. La droite veut des réductions d'impôts.

Ses divergences avec Manning amèneront Harper, en janvier 1997, à démissionner de son poste de député réformiste à la Chambre des Communes pour assumer la présidence de la National Citizen Coalition, un groupe de pression canadien-anglais fondé en 1967 par

le millionnaire ontarien Colin Brown, et ayant comme slogan « *Plus de liberté avec moins de gouvernement* ».

Le geste de Harper attire l'attention des médias. Pourquoi démissionner d'un poste de député alors que tant d'efforts et de sacrifices sont nécessaires pour être élu ? Désormais, Harper est sur toutes les tribunes pour promouvoir son programme de droite. En parallèle, il poursuit sa réflexion politique. Une seule chose empêche, selon lui, le Canada de connaître une véritable confrontation entre la droite et la gauche, où la droite écraserait la gauche comme ce fut le cas en Grande-Bretagne, aux États-Unis et en Nouvelle-Zélande. Et cet obstacle, c'est la question du Québec.

Demain : Stephen Harper et la question du Québec.

3) “Stephen Harper et la question du Québec”.

[2 avril 2006]. l'Aut Journal. [Troisième article](#) d'une série de six articles, intitulée « Qui est Stephen Harper ? »

par Pierre Dubuc,
Rédacteur en chef, l'aut Journal

[Retour à la table des matières](#)

William Johnson nous apprend dans *Stephen Harper And the Future of Canada* (McClelland & Stewart) que le point de vue de Stephen Harper sur le Québec s'est forgé à partir de ses discussions avec son grand ami John Weissenberger, un Montréalais de naissance, que Harper a rencontré à l'Université de Calgary en 1984 où Weissenberger venait de s'inscrire pour un doctorat en géologie après avoir complété une maîtrise en français à l'École Polytechnique de Montréal.

Fils d'un immigrant d'Europe centrale, Weissenberger a été traumatisé par la crise d'Octobre, alors qu'il avait dix ans. Il habitait près de l'endroit où a été séquestré Pierre Laporte. Par la suite, il a été marqué par l'exode des anglophones qui a suivi la victoire du Parti Québécois en 1976.

Abonné dès le High School à des publications de la droite américaine comme *National Review*, Weissenberger était un « *néo-conservateur* » avant que l'étiquette s'impose. Avec Harper, il est devenu un disciple du grand-prêtre du néolibéralisme Friedrich Hayek. Pour lui, le problème du Québec était l'étatisme, le dirigisme, le socialisme.

Au moment où l'Ouest se révoltait avec l'octroi des contrats de l'entretien des CF-18 à Canadair, Harper et Weissenberger découvraient le livre de Peter Brimelow, *Patriot Game*, qui allait avoir une influence profonde sur leurs conceptions politiques.

Britannique de naissance, collaborateur au *Financial Post*, aux revues *Forbes* et *National Review*, Peter Brimelow soutenait que c'est la question du Québec qui empêchait l'émergence d'une véritable droite au Canada. Les Québécois votaient en bloc pour le Parti libéral qui avait convaincu le Canada anglais de faire des concessions au Québec. De cela découlait l'hypertrophie de l'État fédéral sous le gouvernement Trudeau. Le gouvernement Mulroney n'était que l'été indien du French Power.

Selon Brimelow, le Canada fait partie de la grande nation nord-américaine anglo-saxonne. Elle n'en est qu'une section distincte, comme le sont le Sud et le Midwest américains. Selon lui, les anglophones des différentes régions du Canada, de l'Ouest, des Maritimes auraient plus de choses en commun avec les Américains des mêmes régions qu'entre eux.

Américains et Canadiens auront encore plus de choses en commun lorsque ces derniers se seront départis de l'influence que les francophones du Québec ont exercé sur eux, c'est-à-dire le goût marqué pour l'interventionnisme de l'État et une certaine « éthique » gouvernementale (le « patronage »).

Brimelow croyait que l'indépendance du Québec était probable et que cela ferait ressortir le vieux fond conservateur du Québec. Cependant, l'indépendance du Québec devrait se faire aux conditions du Canada anglais. Brimelow prônait la partition du Québec, c'est-à-dire le rattachement du Nord autochtone et de l'Ouest de la province au Canada anglais. D'où le titre de son ouvrage, *The Patriot Game*, une référence explicite à la partition de l'Irlande. Brimelow a été invité à participer à des rencontres de la Reform Association of Canada qui allait donner naissance au Reform Party.

Pour Harper, l'existence de l'État-providence au Canada était liée à la

question du Québec. On comprend pourquoi par la suite il s'oppose à l'entente du Lac Meech et à l'Accord de Charlottetown, les deux prévoyant une forme de statut particulier pour le Québec.

Dans les deux cas, la question régionale se trouvait subordonnée à la question nationale québécoise. Harper savait très bien qu'une fois Meech adopté, Bourassa n'accepterait jamais le Sénat tripe-E (élu, égalitaire et efficace) pour lequel se battaient les Réformistes. Dans le cas de Charlottetown, il s'opposait à ce qu'on garantisse au Québec 25% des sièges à la Chambre des Communes, alors que l'évolution démographique favoriserait l'ouest du pays.

Contrairement à Manning qui voyait dans la Révolution tranquille un autre exemple du populisme canadien, Harper la considérait, au contraire, comme une révolution menée du sommet à partir d'une nouvelle « *classe politique* » dont le principe de base était l'étatisme. La « *promotion de la société distincte* », telle que définie dans l'Accord du Lac Meech, n'était qu'un chèque en blanc pour davantage d'étatisme.

Sur les questions constitutionnelles, Harper s'est opposé à son chef Preston Manning qui était prêt à appuyer les accords de Charlottetown et, plus tard, à reconnaître la légitimité du référendum québécois. Stephen Harper est partisan de la ligne dure à l'égard du Québec. Il ne faut pas céder à ce qu'il appelle le chantage du Québec. Il est à juste titre le père de la Loi sur la Clarté, comme nous le verrons dans un autre article.

Demain : Stephen Harper et la question linguistique

4) “Stephen Harper et la question linguistique”.

[6 avril 2006]. l'Aut Journal. [Quatrième article](#) d'une série de six articles, intitulée « Qui est Stephen Harper ? »

par Pierre Dubuc,
Rédacteur en chef, l'aut Journal

[Retour à la table des matières](#)

Bien que personne ne soit dupe des motivations politiques qui amènent Stephen Harper à débiter aujourd'hui tous ses discours en français, il n'en demeure pas moins que les Québécois apprécient sa relative maîtrise de la langue de Molière.

Harper se distingue de ces politiciens canadiens-anglais qui se mettent à l'apprentissage du français le jour où ils se découvrent des aspirations pan-canadiennes. Harper n'a jamais habité au Québec et il a appris son français au High School. Il y a même consacré plusieurs semaines d'étude intensive après sa graduation, nous apprend son biographe William Johnson dans *Stephen Harper And the Future of Canada* (McClelland & Stewart).

Cependant, l'attitude politique de Harper à l'égard du Québec et des francophones n'est pas à la mesure de sa connaissance du français. Il conviendrait peut-être même d'en chercher l'origine chez ses ancêtres loyalistes paternels qui se sont établis dans les Maritimes sur les terres « libérées » par la déportation des Acadiens.

Pour Harper, le Canada bilingue de Trudeau est un échec. Aussi, la

promotion du bilinguisme par le gouvernement Mulroney à la faveur de la loi C-72 lui est apparu comme un motif supplémentaire de rejet du Parti conservateur. Harper s'indigne qu'on puisse faire la promotion du bilinguisme au Canada anglais en même temps que le Québec se déclare officiellement unilingue français. Le ressentiment était d'autant plus aiguë que la loi C-72 suivait de peu la décision de Robert Bourassa d'utiliser la clause dérogatoire pour soustraire le Québec à un jugement de la Cour suprême sur les questions d'affichage.

Au Reform Party, Harper prône le remplacement de la politique du bilinguisme d'un océan à l'autre par un régionalisme linguistique. À Ottawa, le bilinguisme n'aurait droit de citer que dans quelques institutions fédérales clefs. Plus tard, pour sceller l'alliance avec les conservateurs de Peter MacKay, Stephen Harper doit mettre de l'eau dans son vin. Il accepte que le français et le l'anglais ait un statut égal dans toutes les institutions du Parlement et du gouvernement du Canada.

Harper s'oppose à la théorie des deux peuples fondateurs. « Définir, déclare-t-il, un pays sur la base de l'union de deux peuples, Anglais et Français, est aussi ridicule aujourd'hui que de définir une nation sur la base de deux religions : protestante et catholique. » Pour lui, les questions de race, de culture et de langue doivent être des concepts neutres de l'identité canadienne.

Aujourd'hui, Harper se montre favorable à la dévolution des pouvoirs vers les provinces, y compris celui de légiférer sur la langue et la culture. Cependant, les retombées potentiellement positives de cette position pour le Québec se trouvent contrecarrées par son appui au recours à la Charte des droits pour la défense des droits à la liberté d'expression et au choix de la langue.

Lorsqu'il dirigeait la National Citizen Coalition, Harper a récolté des fonds pour soutenir la cause des parents francophones du Québec qui voulaient pouvoir envoyer leurs enfants à l'école anglaise. Il a également appuyé les démarches de l'avocat d'Alliance Québec, Brent Tyler, pour contester la politique québécoise sur l'affichage qui exige la prédominance du français. À plusieurs reprises, Stephen

Harper a déclaré que la langue française n'était pas menacée au Québec.

En 2004, citant l'exemple de la Belgique, il lance l'idée que, plutôt que de donner plus de pouvoirs aux provinces en matière de culture et de relations internationales, le gouvernement fédéral puisse agir de concert avec les provinces, particulièrement le Québec, pour la mise sur pied d'institutions francophones et anglophones dans des domaines de juridiction comme les télécommunications avec le CRTC, Radio-Canada, la francophonie et l'UNESCO. C'est cette approche qu'il tente présentement de définir avec le gouvernement Charest.

Stephen Harper est prêt à remettre en question la politique du bilinguisme de Pierre Elliot Trudeau, à concéder plus de pouvoirs aux provinces, donc au Québec, en matières de culture et de langue, mais il s'empresse de se replier derrière la Cour suprême et la Charte des droits du même Trudeau pour nier les droits collectifs linguistiques du Québec. Pas mal pour un politicien qui a fait carrière sur la dénonciation du « gouvernement par les juges » !

Prochain article : "Stephen Harper, père de la Loi sur la Clarté".

5) “Stephen Harper, père de la Loi sur la Clarté”.

[6 avril 2006]. l'Aut Journal. [Cinquième article](#) d'une série de six articles, intitulée « Qui est Stephen Harper ? »

par Pierre Dubuc,
Rédacteur en chef, l'aut Journal

[Retour à la table des matières](#)

Au Québec, on attribue généralement la paternité de la Loi sur la Clarté à Stéphane Dion. L'universitaire devenu député est identifié au Plan B – la ligne dure à l'égard du Québec – avec le recours du gouvernement fédéral devant la Cour suprême et, par la suite, la Loi sur la Clarté qui prescrit, dans l'éventualité d'un nouveau référendum, une « majorité claire » à une « question claire ».

Mais celui qui proclame que « si le Canada est divisible, le Québec l'est aussi » a été recruté par le premier ministre Jean Chrétien trois mois APRÈS le référendum de 1995. En fait, l'approche de l'affrontement a d'abord été développée par Stephen Harper bien avant la tenue du référendum de 1995.

Harper est contre les accords du Lac Meech et de Charlottetown à cause du statut particulier reconnu au Québec en vertu du concept de « société distincte ». Il récuse les prémisses mêmes de la politique constitutionnelle du gouvernement Mulroney, soit la nécessité de ramener le Québec dans le giron constitutionnel canadien « dans l'honneur et l'enthousiasme ».

Pour Harper, la constitution de 1982 s'applique au Québec, malgré les prétentions contraires de tous les gouvernements québécois qui se sont succédés depuis.

Il n'accepte pas qu'il y ait un vide juridique dans la constitution du Canada sur la sécession d'une province. Dès 1992, il se dissocie de Preston Manning qui se disait prêt à accepter une déclaration unilatérale d'indépendance du Québec. Pour Harper, la sécession requiert un amendement constitutionnel et le consentement unanime des provinces.

En 1994, il dépose un projet de loi qui nie le droit à l'autodétermination du Québec, réclame que le gouvernement fédéral invoque la primauté de la Constitution du Canada. Harper brandit alors publiquement la menace de partition du territoire du Québec.

Au moment du référendum de 1995, Harper est outré par l'attitude du gouvernement Chrétien qui laisse croire qu'il serait prêt à reconnaître un résultat favorable à la souveraineté du Québec.

Le 20 octobre 1996, il dépose le projet de loi C-341 sur les termes et les conditions de la séparation du Québec. Son objectif est de redonner l'initiative au gouvernement fédéral. Il exige d'abord que toute déclaration unilatérale d'indépendance soit jugée illégale. Puis, il affirme que toute question vague ne sera pas reconnue comme valide et que le consentement de toutes les provinces sera nécessaire pour reconnaître la sécession du Québec.

Après sa démission de son poste de député en janvier 1997, Harper continue à se préoccuper des questions constitutionnelles à titre de président de la National Citizen Coalition. Il critique l'appui accordé par Preston Manning à l'initiative du Business Council on National Issues, le puissant conseil du patronat du Canada anglais, qui presse les gouvernements d'adopter la Déclaration de Calgary.

Celle-ci, tout en reconnaissant le principe de l'égalité des provinces, reconnaît le « caractère unique » de la société québécoise. Elle devait éventuellement être intégrée dans la constitution pour satisfaire le Québec dans le contexte de l'après-référendum.

Harper signe un texte dans le Calgary Herald adressé aux premiers ministres des provinces : « Chers premiers ministres, écrit-il, c'est l'heure de s'opposer au séparatisme, non de pratiquer une politique d'apaisement. » Il ajoute : « Si Meech était une tragédie, Charlottetown une farce, la Déclaration de Calgary est pire qu'une farce », rapporte William Johnson dans Stephen Harper And the Future of Canada (McClelland & Stewart).

Au même moment, voyant que le gouvernement Bouchard refuse de signer la Déclaration de Calgary, le gouvernement Chrétien abandonne le Plan A de « l'apaisement » pour le Plan B de « l'affrontement » et demande à la Cour suprême un avis sur la légalité d'une sécession unilatérale.

Il y a alors beaucoup de nervosité dans le camp fédéraliste. Les sondages sont favorables à la souveraineté et on craint que Lucien Bouchard – qui est au sommet de sa popularité – déclenche une élection en promettant la tenue d'un nouveau référendum. Les « conditions gagnantes » sont réunies. Mais Bouchard ne bougera pas. Dans sa biographie consacrée à Jean Chrétien, le journaliste Lawrence Martin écrit que, selon des proches de Bouchard, c'est la menace de partition du territoire québécois brandie par le fédéral qui l'aurait fait reculer.

Harper avait toujours soutenu qu'il ne fallait pas céder au « bluff » du Québec. Les événements lui ont-ils donné raison ? Il faudra attendre que soit écrite l'histoire de cette époque pour porter un jugement définitif.

Toujours est-il que, dans son jugement, rendu le 20 août 1998, la Cour suprême reprend les thèmes développés par Stephen Harper dans son projet de loi C-341 : la primauté de la constitution, la nécessité d'une question claire, les droits des provinces et les droits des minorités. La loi sur la Clarté allait suivre.

Dernier article d'une série de six : "Le Canada de Stephen Harper".

6) “Le Canada de Stephen Harper”.

[6 avril 2006]. l'Aut Journal. [Sixième article](#) d'une série de six articles, intitulée « Qui est Stephen Harper ? »

par Pierre Dubuc,
Rédacteur en chef, l'aut Journal

[Retour à la table des matières](#)

Qui aurait parié, lors de la naissance du Reform Party en Alberta en 1987, qu'un de ses membres fondateurs deviendrait une vingtaine d'années plus tard premier ministre du Canada ? Qui aurait cru que les valeurs de la droite économique, sociale et religieuse seraient sur le point de devenir les valeurs dominantes du Canada ? Pourtant, telle est bien la signification historique du discours du Trône prononcé aujourd'hui par le premier ministre Stephen Harper.

La transformation s'est opérée à la faveur du déplacement progressif du pouvoir économique de l'Est vers l'Ouest du pays. Pendant que Toronto n'a pas fini de célébrer d'avoir finalement supplanté Montréal comme métropole du Canada, son hégémonie est déjà contestée par Calgary et Vancouver.

À la faveur de l'explosion du prix des produits pétroliers, l'or noir est en train de changer complètement les données de l'économie et de la politique canadiennes. Il y a trente ans, lors du premier choc pétrolier, le premier ministre Trudeau avait voulu soumettre les intérêts pétroliers de l'Ouest aux besoins industriels de l'Ontario et du Québec. Mais l'ambitieuse politique de Trudeau est aujourd'hui honnie, les États-Unis ont sécurisé leurs approvisionnements en

pétrole et en gaz naturel avec le traité de libre-échange et l'Alberta est jalousement assise sur un surplus budgétaire qui pourrait totaliser 10 milliards cette année.

L'évolution de la stratégie d'affaires de la famille Desmarais illustre les bouleversements survenus. Il est bien connu que Paul Desmarais a orchestré dans les bureaux de la Canadian Steamship Lines à Montréal la conquête du Parti libéral par Pierre Trudeau en 1968 et a dicté par la suite ses politiques économiques. Mais, après sa tentative avortée de prise de contrôle du Canadien Pacifique au milieu des années 1980, Paul Desmarais s'est départi de ses intérêts industriels au Québec.

L'Europe est devenu son terrain d'investissements de prédilection et Power Corporation est un des actionnaires contrôlant, entre autres, la pétrolière Total et la compagnie Suez. Aujourd'hui, Power Corporation revient au Canada par l'intermédiaire de Total, impliquée dans l'exploitation des sables bitumineux de l'Alberta.

Il y a quelques semaines, Paul Desmarais avec son associé Albert Frère de Belgique, mettait la main sur Gaz de France par le biais de Suez, à la faveur de la privatisation du géant gazier français. En association avec Gaz Métro, Gaz de France pilote le projet de port méthanier Rabaska à Lévis qui a pour but d'alimenter la cote Est américaine en gaz naturel.

Faut-il se surprendre que les journaux de Gesca, propriété de Power Corporation, aient appelé à voter pour l'Albertain Stephen Harper, un ancien employé de la pétrolière Imperial Oil ?

Il y a vingt ans, le jeune Harper, disciple du gourou néolibéral Friedrich Hayek, rêvait d'un parti de la droite, épuré des Red Tories, pour modeler le Canada sur les expériences de Ronald Reagan et Margaret Thatcher.

Aujourd'hui, les idées de déréglementation, de privatisation, de baisse des impôts, de réduction de la dette, de diminution du rôle de l'État sont devenues les idées dominantes de la politique canadienne et québécoise.

Ces idées ont été propagées par une multitude de soi-disant instituts de recherche financés par l'industrie pétrolière en Alberta et d'autres groupes financiers ailleurs au pays. Les plus prestigieux, comme le Fraser Institute de Vancouver et son rejeton québécois, l'Institut économique de Montréal (IEDM), ont établi l'agenda politique avec la complicité des grands médias et étendent leurs tentacules dans les différents secteurs de la vie sociale.

Le fondateur de l'IEDM, Michel Kelly-Gagnon vient d'être nommé président du Conseil du patronat. Un ex-vice-président, Maxime Bernier, est le nouveau ministre de l'Industrie du cabinet Harper. Soulignons que le docteur Chaoulli est chercheur associé à l'IEDM.

Pour Stephen Harper, le Canada aurait pu prendre plus tôt le chemin tracé par les Reagan et Thatcher, n'eût été de la question du Québec. Il a accusé les Libéraux et, par la suite, le gouvernement Mulroney, de céder au chantage du Québec avec des concessions économiques et sociales. Il impute à cette approche le maintien anachronique d'un État-providence dans le nouveau contexte néolibéral.

Harper a toujours été un partisan de la ligne dure à l'égard du Québec. Il était contre les accords de Meech et de Charlottetown, contre la Déclaration de Calgary au lendemain du référendum. Il a déploré l'absence de fermeté du gouvernement fédéral lors du référendum de 1995, s'est prononcé contre toute reconnaissance de déclaration unilatérale d'indépendance du Québec, a brandi les menaces de partition et est le véritable père de la Loi sur la clarté.

Aujourd'hui, Stephen Harper doit faire montre de patience. Pour accéder au pouvoir, il a dû fusionner l'Alliance canadienne avec le Parti conservateur et accepter de mettre sous le boisseau un certain nombre de ses idées les plus conservatrices sur les questions économiques, sociales et constitutionnelles.

Stephen Harper sait qu'il doit décrocher une dizaine de sièges supplémentaires au Québec s'il veut être à la tête d'un gouvernement majoritaire. Il croit qu'une partie non négligeable du vote souverainiste est un vote conservateur qu'il pense pouvoir éventuellement rallier. Une fois majoritaire, il pourra aller de l'avant

avec sa transformation du Canada.

Dans un important discours qu'il a prononcé, il y a deux ans, devant le groupe conservateur Civitas, il décrivait l'essentiel de sa philosophie et sa stratégie. Il rappelait l'existence de deux courants de pensée fondamentaux du XIXe siècle, le libéralisme économique classique tel que défini par Adam Smith et le conservatisme social classique élaboré par Edmund Burke. Les deux courants, précisait M. Harper, ont fusionné au XXe siècle pour contrer le socialisme.

Aujourd'hui, avec la chute du mur de Berlin et les révolutions thatchérienne et reaganienne, le conservatisme économique a triomphé, précisait Stephen Harper. Même les partis libéraux ou social-démocrates ont adopté les politiques de diminution du rôle de l'État, de privatisations et de libre-échange.

La lutte doit maintenant porter, déclarait-il, sur le terrain des valeurs sociales. Le véritable ennemi n'est plus le socialisme, mais le relativisme moral, la neutralité morale.

Le chef conservateur veut redonner plus de pouvoirs aux familles dans l'éducation des enfants, les appuyer par une législation sévère contre les jeunes contrevenants, et revaloriser l'institution du mariage en accordant plus d'importance aux valeurs religieuses.

"La politique extérieure du Canada doit également reposer sur les valeurs morales du bien contre le mal", précisait-il. Une manifestation, selon lui, du neutralisme moral est la réticence de la gauche à combattre le terrorisme avec les moyens appropriés.

M. Harper est un habile politicien. Il a prévenu ses partisans de bien choisir le terrain des luttes à venir en s'assurant de ne pas diviser les rangs des conservateurs. "L'important, déclare-t-il devant le club Civitas, c'est d'aller dans la bonne direction, même si c'est lentement."

Fin